

Petites Paysanneries

Le Groupe Petites Paysanneries (<http://paysanneries.hypotheses.org/>), constitué en 2010 et coordonné par Michel Streith et Mohamed Raouf Saïdi, est un espace d'interaction scientifique qui rassemble des chercheurs et étudiants rattachés à plusieurs disciplines (sociologie, histoire, anthropologie, géographie, agronomie, économie...) et venant pour une grande partie du Sud et du Nord de la Méditerranée. Le groupe puise une partie de ses ressources empiriques et théoriques dans la tradition pluridisciplinaire et ruraliste du Laboratoire Dynamiques sociales et recomposition des espaces (LADYSS, CNRS, Universités de Paris Ouest Nanterre, Paris 1, Paris 7 et Paris 8) dont il fait partie. Son objectif est de (re)découvrir les petites paysanneries méconnues ou ignorées en saisissant ces groupes sociaux dans leur diversité.

Dans le cadre des séminaires qu'il anime, le groupe a organisé la troisième édition des Journées d'études Nord/Sud¹ à Tunis, en novembre 2013. Comme les précédentes, ces journées ont été consacrées aux questions de méthode et d'appréhension des petites paysanneries, autour du triptyque « nommer, situer, contextualiser ». Il s'agissait de poursuivre l'identification et la définition – déjà engagée lors de rencontres antérieures – des petites paysanneries, dans leur configurations socio-spatiales et environnementales, selon différents paradigmes, outils, échelles d'observation et perspectives temporelles et immatérielles.

Les intervenants ont présenté plusieurs cas d'études empiriques, du Maroc à la Tunisie et l'Algérie, l'Inde, le Brésil, la Roumanie et la France. Au-delà des similitudes retrouvées d'un terrain à un

autre, dans le cadre d'une société mondialisée, ils ont souligné les spécificités des paysanneries, des processus de marginalisation qui les affectent mais aussi de leurs stratégies variées d'adaptation aux crises économiques, sociales, politiques et environnementales. Parmi les questions transversales aux interventions, il y a celle de la transformation des sociétés, des processus par lesquels des groupes ou individus deviennent « petits » paysans ou au contraire s'enrichissent, sur le plan économique et social. Plusieurs intervenants et participants ont à ce titre mis en évidence les lacunes des connaissances concernant les systèmes paysans antérieurs aux périodes coloniales dans les pays du Sud de la Méditerranée. De même, un débat s'est engagé sur la permanence des tribus : ce terme très connoté en français fait écho à toute l'histoire établie par les colons. Est-il une construction coloniale, ou décrit-il une réalité sociale ? Faut-il considérer que les tribus n'existent plus au Maghreb, ou au contraire qu'elles persistent sous des formes renouvelées mais bien présentes dans l'organisation sociale, au sein des sociétés paysannes notamment et participant de leur adaptation au changement ?

D'autre part, les journées ont permis de questionner longuement le rôle des politiques publiques, agricoles et foncières, dans les évolutions que connaissent les sociétés paysannes actuellement : dans quelle mesure les soutiennent-elles, ou accélèrent-elles leur marginalisation à différents niveaux ? Contribuent-elles au renforcement voire à la création d'agricultures à plusieurs vitesses (comme au Brésil ou au Maroc) ?

L'analyse de ces dynamiques engage à un positionnement critique : vers quelles agricultures veut-on aller ? Quelle place y a-t-il pour les paysanneries, entre l'invisibilité qui les touche – dans les discours des gouvernements, l'administration et l'accès aux ressources –, et le consensus apparent dans les discours internationaux sur la nécessité de les replacer au centre des débats ? Les positionnements à échelle mondiale sur la diminution de la pauvreté, la sécurité/souveraineté alimentaire ou les réformes foncières oublient souvent les spécificités locales et les différentes façons d'appliquer un même objectif. Favoriser une paysannerie donnée peut ainsi en désavantager une autre, alors même que c'est le même objectif qui est défendu par les deux.

Dans l'idée de nouvelles perspectives méthodologiques, ces questions ont été abordées, dans le cadre d'un exercice de grilles de lectures disciplinaires, pour clarifier les approches et apports de chaque discipline des sciences sociales et mieux les associer dans la compréhension des petites paysanneries. Les intervenants ont ainsi procédé à une lecture agro-économique, socio-anthropologique, historique et géographique de celles-ci, en insistant sur les processus sociaux et leurs évolutions dans le temps et l'espace.

Ces échanges se sont poursuivis lors d'une visite de terrain au nord de Tunis, à Kalaât el Andalous dans le gouvernorat de l'Ariana. Le groupe a été accueilli par le délégué local, qui a présenté l'histoire de la région et son organisation actuelle autour de l'agriculture, principale activité des habitants. Puis le directeur du Centre



technique et de vulgarisation agricole a souligné les principales forces de ce secteur (proximité du marché du grand Tunis, importante production de lait et de produits maraîchers irrigués à partir d'eaux usées recyclées) et les difficultés rencontrées (absence d'infrastructures de transformation, mitage urbain lié aux installations de tunisois dans la région au détriment des terres agricoles). Grâce à l'intermédiaire de la responsable des vaccinations dans la délégation, deux agriculteurs ont accepté de faire visiter leur exploitation au groupe de chercheurs. Ils ont soulevé les questions de diversification des activités, d'accès aux moyens de production, de mobilisation de la main d'œuvre locale essentiellement masculine, de commercialisation et d'insertion sur les marchés, de remembrement et d'immatriculation foncière.

La rencontre d'un agriculteur-pêcheur au port de Kalaât el Andalous a permis également de saisir les enjeux de la pluriactivité pour les familles et pour la région. Le port, touché par un ensablement depuis les années 1970, voit son activité diminuer au rythme de la fermeture de la



Kalaât el Andalous, 20 novembre 2013.

Un agriculteur explique comment les courges sont conservées – l'avantage est qu'elles ne nécessitent pas de stockage frigorifique – jusqu'au mois de mars, période où les prix de vente sont les plus rémunérateurs. Ce sont souvent des Libyens qui achètent la production, car la demande en Libye est importante et ces acheteurs proposent des prix les plus élevés que sur le marché tunisien.

© paysanneries.hypotheses.org

baie par la flèche de sable qui s'est formée, en lien avec une inondation en 1969 qui a perturbé le lit du fleuve Medjerda qui se déverse à proximité, explique le directeur du Centre technique et de vulgarisation. Il a été responsable du port pendant près de 10 ans, plusieurs tentatives de désensablement ont

eu lieu, mais aucune n'a abouti : selon lui, le processus physique est trop important ; alors que le pêcheur invoque la volonté politique, très forte et engagée quand il s'agit de projets touristiques (comme celui d'une zone franche financée par l'Arabie Saoudite qui prévoit l'implantation d'hôtels le long du littoral de Kalaât el Andalous ; comme aussi les ports de plaisance du Nord de Tunis), mais beaucoup moins investie quand il s'agit de pêche. On retrouve cette question de la régulation publique et des choix politiques qui a animé plusieurs des discussions lors de ces journées d'études. Celles-ci ont ainsi confirmé l'importance des petites paysanneries, en tant que groupes sociaux et comme objet de recherche quant aux perspectives de comparaisons, production de savoirs et de débats.

Les journées précédentes, intitulées « Regards croisés sur les petites paysanneries au nord et au sud de la Méditerranée : questions de méthodes » ont eu lieu à Nanterre les 9-10 novembre 2011 et 14-16 novembre 2012.

Mathilde Fautras

Actes des premières Journées Nord-Sud :

Petites paysanneries au nord et au sud de la Méditerranée Questions de méthodes (I)

Coordination : Mohamed Raouf Saïdi et Michel Streith
Collection Petites paysanneries EDITIONS PUBLISUD, 2013
Commander l'ouvrage : petites.paysanneries@gmail.com

L'ouvrage

À partir de regards croisés entre chercheurs du Nord et du Sud de la Méditerranée, cet ouvrage a pour objectif de réfléchir à la question de la petite paysannerie à partir de la problématique suivante : comment appréhender cette catégorie sociale sans la réduire à un conglomérat de producteurs de biens ou à un ensemble de consommateurs de dispositifs publics, sans la qualifier à l'aide de critères et de notions conçues pour définir ses tâches et son rôle social (réceptacles de qualification urbaine, circuits courts, diversification, agriculture de survie, réservoir de main-d'œuvre). Puisant dans des témoignages et une relecture de l'héritage scientifique, les auteurs soulignent la spécificité et l'actualité des études paysannes dans les débats traversant nos sociétés contemporaines, au Nord et au Sud. La question des méthodes court tel un fil rouge dans les différents chapitres et montre tout l'intérêt des approches pluridisciplinaires, pluridimensionnelles et intergénérationnelles.

Les auteurs

Élisa APOSTOLO, sociologue et paysanne ; Pierre-Marie AUBERT, sciences sociales, AgroParisTech ; Jean-Paul BILLAUD, sociologue, CNRS ; Abdel-Madjid DJENANE, économiste, Université Fehrat Abbas, Sétif, Algérie ; Hocine DOUFÈNE, économiste, Université Mouloud Mammeri, Tizi-Ouzou, Algérie ; Marcel JOLLIVET, sociologue, CNRS ; Édouard MORENA, sociologue, King's College London ; Jacques RÉMY, sociologue, INRA ; Bernard ROUX, économiste, INRA ; Mohamed Raouf SAÏDI, sociologue, Ladyss ; Michel STREITH, anthropologue, CNRS.

